

DCAF 25
ANS

20
25

RAPPORT ANNUEL

Placer la
gouvernance
de la sécurité
au cœur du
débat



MERCI

Nous exprimons toute notre reconnaissance pour leur soutien et leur confiance à nos principaux bailleurs de fonds et à nos généreux donateurs sans lesquels le DCAF ne pourrait accomplir sa mission.

Merci !

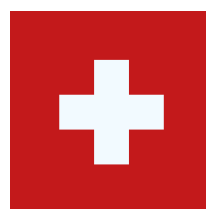


TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos 4

DCAF@25 9

Nos activités 12

Donner aux partenaires nationaux les moyens de promouvoir la gouvernance du secteur de la sécurité

Institutionnalisation du processus de planification en matière d'intégrité du ministère de l'Intérieur..... 13

Renforcer la gouvernance et la responsabilité du secteur de la sécurité en période de conflit armé 14

Les relations entre les médias et la police : de la méfiance au dialogue 16

Renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité en s'appuyant sur les normes internationales et les bonnes pratiques

Collaboration stratégique dans les domaines des affaires, de la sécurité et des droits humains 18

Favoriser les engagements politiques en faveur d'une meilleure gouvernance du secteur de la sécurité privée 20

La modernisation des affaires intérieures : une étape stratégique vers l'intégration à l'UE 21

Promouvoir la bonne gouvernance du secteur de la sécurité dans des environnements extrêmement difficiles

Préserver l'espace civique dans un environnement informationnel polarisé .. 22

Le dialogue inclusif pour façonner la gouvernance future du secteur de la sécurité..... 24

Contribuer à la gouvernance du secteur de la sécurité et à la reconstruction future.... 25

Promouvoir l'égalité entre les genres et des approches intersectionnelles

Renforcer les compétences pour consolider le leadership des femmes au sein des forces de police..... 26

Promouvoir l'intégration de la dimension de genre au sein du ministère de l'Intérieur 28

Influer sur la communauté internationale pour qu'elle s'engage en faveur de la gouvernance du secteur de la sécurité

Trouver les moyens de mettre en œuvre la réforme du secteur de la sécurité selon des approches inclusives 30

Tirer parti de l'Examen périodique universel pour renforcer la protection des droits humains par le secteur de la sécurité 32

Temps forts et ressources 33

Gouvernance 44

AVANT-PROPOS



S'il subsistait encore des doutes quant à l'importance de la gouvernance de la sécurité, les réalités du monde d'aujourd'hui les ont entièrement dissipés. Le monde dans lequel nous vivons est de plus en plus marqué par une gouvernance fragmentée et des rivalités stratégiques. Les logiques sécuritaires centrées sur la défense militaire se renforcent de nouveau, accompagnées d'une hausse soutenue des dépenses de défense. Les conflits meurtriers en Ukraine, au Moyen-Orient et au Soudan soulèvent des questions de fond quant à la résilience du droit international et à la protection des droits humains. Dans le même temps, les budgets consacrés à la coopération internationale sont mis à rude épreuve, tandis que les défis en matière de sécurité se multiplient.

Dans ce contexte, l'importance de la gouvernance du secteur de la sécurité est plus que jamais d'actualité. Notre action doit rester fidèle à un principe fondamental : la sûreté de l'État est indissociable de la sécurité des personnes. Lorsque les besoins fondamentaux des personnes ne sont pas satisfaits et que leurs droits sont bafoués, l'instabilité s'accroît et les menaces s'intensifient, allant de griefs locaux à l'extrémisme violent et à la criminalité transnationale. De même, pour les sociétés confrontées au risque d'un conflit entre États, la cohésion sociale et la préparation de la population civile peuvent s'avérer tout

aussi importantes que les capacités militaires. En conséquence, la gouvernance du secteur de la sécurité est non seulement un impératif moral mais aussi une nécessité stratégique. La gouvernance – et non le matériel militaire – est, en fin de compte, ce qui détermine si la sécurité est efficace et durable.

Outre la guerre traditionnelle, la sécurité est de plus en plus marquée par des menaces hybrides qui exploitent les vulnérabilités politiques, économiques, technologiques et informationnelles au sein d'un État ou d'une communauté. La confiance du public est à la fois ébranlée et instrumentalisée. La nécessité de rétablir et d'entretenir une relation de confiance est au cœur de la gouvernance en matière de sécurité. Partout dans le monde, les communautés réclament davantage de transparence, de responsabilité et d'inclusion, souvent au péril de leur propre sécurité. La confiance ne se décrète pas, elle se gagne. Le DCAF contribue à ce processus en favorisant les relations au sein de l'écosystème de la sécurité, conscient que tout changement durable repose sur des liens stables et solides entre les institutions et les personnes auxquelles elles s'adressent.

Avec le lancement de notre stratégie 2025-2030, l'année 2025 a marqué une étape importante pour le DCAF. Nous avons laissé de côté les certitudes du passé, et ne sommes pas non plus en mesure de prédire l'avenir. Notre stratégie s'attache à garantir que le DCAF reste à la hauteur de ses objectifs dans un contexte en évolution rapide. Fondée sur les principes fondamentaux que nous défendons – les droits humains, l'égalité des genres et l'appropriation locale –, notre approche se veut également pragmatique et innovante, ce qui nous permet de traduire ces valeurs en résultats concrets et significatifs.

Notre travail est complexe et exige un engagement à long terme, une grande capacité d'adaptation et une détermination à dépasser les clivages. L'expérience montre que ces approches portent leurs fruits. Dès lors qu'une institution de sécurité incarne le respect, l'inclusion et la

responsabilité, elle gagne en efficacité et en crédibilité. En définitive, la gouvernance du secteur de la sécurité permet de veiller à ce que les institutions agissent au service des citoyens, et non du pouvoir.

En 2025, à un moment critique, le DCAF s'est engagé en Syrie, travaillant en collaboration aussi bien avec les autorités de transition qu'avec la société civile afin de rétablir la confiance et de soutenir la transition du pays. En Territoire palestinien occupé, nous avons mis en place des mécanismes provisoires de gouvernance de la sécurité via de vastes consultations avec des partenaires nationaux, régionaux et internationaux. En Afrique de l'Ouest, nous avons continué à œuvrer pour que la gouvernance reste au cœur des programmes de transition, tout en veillant à ce que la société civile ne soit pas exclue du dialogue politique. Dans le golfe de Guinée, nous avons également lancé de nouvelles initiatives visant à soutenir la prévention face à l'aggravation des problèmes de sécurité.

En Amérique latine et ailleurs, nous avons aidé nos partenaires à promouvoir l'égalité entre les genres, afin de rendre les institutions représentatives et légitimes aux yeux des populations auxquelles elles s'adressent. En Ukraine, nous avons œuvré à la connaissance du droit international humanitaire et aidé le gouvernement, le parlement et la société civile à poursuivre les réformes en période de guerre. Dans toute l'Europe de l'Est, nous avons travaillé en collaboration avec nos partenaires sur le lien entre la bonne gouvernance et la lutte contre les menaces hybrides.

Le partage d'expériences occupe une place de plus en plus centrale dans la mission du DCAF. Au cours de la période écoulée, nous avons consolidé notre rôle de facilitateur, en rassemblant une communauté diversifiée et dynamique. Nos partenaires étant à la recherche de changement et d'innovation, nous restons déterminés à développer des solutions adaptées au contexte. En donnant la parole aux acteurs de terrain, le dialogue stratégique international organisé à

Genève à l'occasion de notre 25e anniversaire a marqué une étape décisive pour le DCAF et notre communauté. Nos deux centres partenaires – le Centre de politique de sécurité, Genève (GSCP) et le Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) – nous ont également rejoints pour célébrer ensemble plus de deux décennies d'un héritage commun et réaffirmer notre engagement en faveur de la paix et de la sécurité mondiales, ainsi que le rôle fondamental que jouent la Suisse et Genève en la matière.

Tout cela ne serait pas possible sans le soutien de nos partenaires et donateurs à travers le monde. Nous tenons également à remercier nos équipes et à saluer leur dévouement. Elles ont su s'adapter à des situations complexes et contribuer à la restructuration du DCAF, de sorte qu'il conserve sa pertinence et son agilité, et qu'il poursuive son action là où cela compte le plus.

Le présent Rapport annuel rend compte de l'essence même de notre travail tout en mettant en évidence une réalité plus large : à une époque marquée par une insécurité croissante et une confiance en berne, mener une action commune, pragmatique et fondée sur des principes n'a jamais été aussi urgent. En renforçant ses partenariats, en tenant compte de la diversité des points de vue et en s'adaptant constamment, le DCAF entend soutenir des systèmes de sécurité à la fois efficaces et légitimes. Malgré les difficultés, notre objectif reste clair : placer la gouvernance au cœur de la sécurité et soutenir les institutions qui défendent la dignité humaine et contribuent à une paix durable.

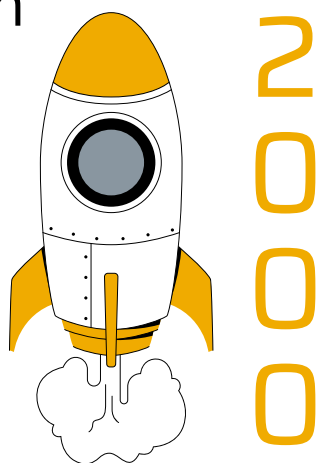


Ambassadrice
Nathalie Chuard
Directrice

CHIFFRES-CLÉS

2025

Créé
en



Conseil de
fondation de

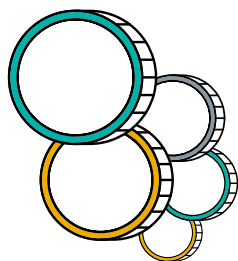
31

membres



Budget
de

35 MILLIONS
DE CHF



Contribution à
l'élaboration et à
l'adoption de

51 lois et politiques
dans le cadre
d'un processus
participatif

Collaboration
avec

702 organisations de
la société civile



201

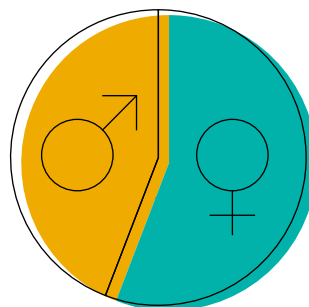
employés



dont

56%

de femmes

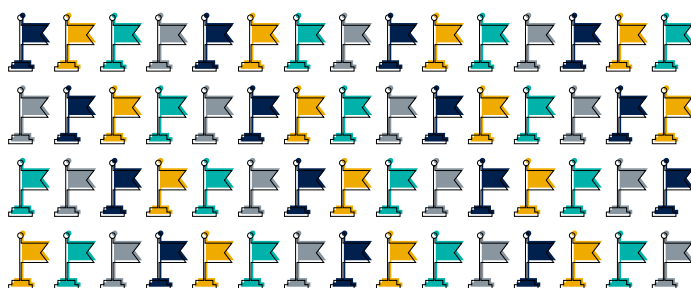


36%

des employés présents dans

15

bureaux nationaux



Actif
dans

60

pays

À PROPOS DU DCAF

1 Notre vision

Nous aspirons à un monde où la gouvernance démocratique du secteur de la sécurité favorise une paix et un développement durables, ainsi que la dignité humaine pour tous.

2 Notre mission

Notre mission consiste à renforcer la sécurité des personnes au moyen de réformes du secteur de la sécurité à caractère inclusif et participatif, menées par les États et fondées sur les normes internationales et les bonnes pratiques.

3 Nos principes directeurs

Nous nous engageons à appliquer les quatre principes suivants à l'ensemble de nos activités :

- Une approche fondée sur les droits humains, plaçant l'égalité des genres au cœur de son action et l'état de droit comme boussole.
- Une gouvernance démocratique fondée sur la responsabilité, l'efficacité et l'inclusion.
- Une appropriation nationale à toutes les étapes de l'engagement et de la collaboration du DCAF avec ses partenaires, afin de répondre aux besoins des populations concernées.
- L'impartialité dans l'évaluation des besoins, la mise en œuvre des projets et la collaboration avec les partenaires et parties prenantes.

Pour en savoir plus sur la stratégie et les objectifs du DCAF pour la période 2025-2030



DCAF@25

Le 27 octobre 2025, le DCAF a fêté ses 25 ans. Tout au long de l'année, les manifestations organisées dans différents pays à l'occasion de cet anniversaire furent une formidable occasion de mettre à l'honneur les partenariats qui sont au cœur de l'action du DCAF. Les réalisations de partenaires du DCAF au sein d'institutions publiques, de la société civile, de médias et de communautés locales, qui œuvrent sans relâche à la promotion de la bonne gouvernance et d'approches fondées sur les droits dans un contexte mondial de plus en plus difficile, ont ainsi été mises en avant. Vingt-cinq ans plus tard, à une époque où pouvoir compter sur un secteur de la sécurité efficace, responsable et inclusif est plus important que jamais, le DCAF remercie ses partenaires et collaborateurs du monde entier pour leur courage, leur engagement et l'inspiration qu'ils apportent.

Des paroles aux actes : l'avenir de la gouvernance du secteur de la sécurité

Le 27 novembre, le DCAF a organisé des discussions stratégiques de haut niveau entre partenaires, autorités nationales, représentants de la société civile et experts du monde entier afin de faire le point sur 25 années de pratique en matière de gouvernance du secteur de la sécurité (GSS), se tourner vers l'avenir, et réfléchir aux solutions et partenariats à mettre en place. Parmi les 250 participants figuraient des représentants de 91 organisations et de 25 missions permanentes à Genève, preuve de l'utilité, aujourd'hui encore, de la mission du DCAF pour la paix et le développement au niveau international.

Des intervenants issus de 11 pays ont évoqué l'évolution des activités du DCAF, initialement axées sur l'Europe de l'Est, le Centre faisant désormais figure de référence mondiale en matière de gouvernance et de sécurité et intervenant dans plus de 60 pays. Une table ronde consacrée à la refonte de la gouvernance du secteur de la sécurité au Moyen-Orient a souligné la nécessité de rétablir la confiance du public dans les institutions et de protéger la vie et la dignité humaines. Le DCAF, dont l'approche repose sur l'appropriation nationale et l'établissement de partenariats à long terme, offre un accompagnement essentiel tout au long de ce processus.

D'autres intervenants ont appelé à une intégration plus explicite de la GSS dans les débats géopolitiques et géoéconomiques, d'autant plus que la polarisation mondiale entraîne une augmentation des dépenses militaires et une redéfinition des priorités en matière de



Les 25 ans du DCAF ne marquent pas seulement un jalon important dans l'histoire de l'institution. Cet anniversaire nous rappelle que la Suisse a la ferme conviction que fonder la sécurité sur la confiance, le dialogue et la dignité humaine est non seulement possible mais indispensable.

Ambassadeur Tim Enderlin, Responsable de la Division de la paix et des droits de l'homme (DPDH) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) de la Suisse



Lors de l'événement sur le thème « Des paroles aux actes : l'avenir de la gouvernance du secteur de la sécurité » organisé à Genève le 27 novembre 2025 à l'occasion de l'anniversaire du DCAF.

sécurité. De même, des rapprochements ont été faits avec des tentatives plus larges visant à réduire à néant les progrès accomplis en matière de participation des femmes à la consolidation de la paix et à la sécurité, soulignant le rôle essentiel que le DCAF peut jouer en témoignant, faits à l'appui, des avancées réalisées en matière de sécurité grâce à des approches inclusives.

Accédez au rapport
de l'événement



3 Centres – 2 anniversaires – 1 célébration

Le 18 septembre, le DCAF s'est joint à ses deux Centres partenaires – le Centre de politique de sécurité, Genève (GSCP) et le Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) – pour une soirée réunissant des représentants de la ville de Genève, des autorités fédérales suisses, des bailleurs de fonds et d'autres partenaires. Organisé à l'occasion du 30e anniversaire du GSCP et du 25e anniversaire du DCAF, cet événement fut l'occasion unique de revenir sur l'héritage d'une collaboration de près de trois décennies en faveur de la paix, de la sécurité et de l'action humanitaire à l'échelle mondiale.

Les intervenants ont mis en lumière les défis majeurs auxquels sont confrontés la Genève internationale et le multilatéralisme, ainsi que l'exceptionnelle contribution des trois Centres de Genève à la paix et à la stabilité grâce aux espaces de dialogue, de collaboration et d'un engagement constant en faveur de la sécurité des personnes. Le ministre suisse de la Défense a insisté sur l'importance de ces trois Centres, qui offrent différentes voies vers la paix, à l'heure où les canaux officiels sont sous tension. De même, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de la Suisse a souligné que ces Centres avaient su

conserver toute leur pertinence en s'adaptant aux changements mondiaux tout en continuant d'incarner les valeurs de la Suisse, notamment son attachement aux droits humains, à l'État de droit et au dialogue.

Les discussions ont mis en avant l'importance de la démarche du DCAF, qui conçoit la réforme du secteur de la sécurité sur des valeurs et une approche axée sur les personnes, ainsi que sur l'établissement de liens entre les institutions de sécurité et les citoyens. Autant d'éléments plus importants que jamais dans un monde de plus en plus polarisé.



Le DCAF aide les États à mettre en place des institutions de sécurité efficaces, responsables et au service des citoyens. Ces trois Centres permettent de réaliser des avancées concrètes en matière de sécurité des personnes mais aussi en ce qui concerne la stabilité et la sécurité à l'échelle mondiale.

Martin Pfister, Conseiller fédéral
et ministre de la Défense



Le personnel du DCAF à l'occasion de la visite de M. Martin Pfister, Conseiller fédéral, le 18 septembre 2025.

Les bureaux du DCAF : 25 ans d'action sur le terrain

Tout au long de l'année, les bureaux du DCAF dans le monde ont célébré ce 25^e anniversaire en organisant débats, tables rondes et autres manifestations qui ont servi d'espaces de dialogue et réaffirmé l'engagement des participants à la mise en place d'un secteur de la sécurité efficace, responsable et inclusif.



MOLDAVIE - CÉLÉBRATION DES PROGRÈS RÉALISÉS DANS LE CADRE DE L'INITIATIVE VISANT À SOUTENIR LES INSTITUTIONS DE SÉCURITÉ LANCÉE EN 2023



UKRAINE - PRÉPARATIFS DE L'ANNIVERSAIRE DU DCAF À KYIV



GENÈVE - DRAPEAUX DU DCAF SUR LE PONT DU MONT-BLANC



MACÉDOINE DU NORD - CRÉATION DU « DCAF GREEN CORNER » À LA FACULTÉ DE SÉCURITÉ DE SKOPJE



GENÈVE - LE JET D'EAU ILLUMINÉ AUX COULEURS DU DCAF



LIBAN - MISE À L'HONNEUR DU RÔLE JOUÉ PAR LE DCAF À L'ÉCHELLE MONDIALE DANS LA PROMOTION DE LA BONNE GOUVERNANCE



BURKINA FASO - SÉANCE DE SENSIBILISATION EN MILIEU SCOLAIRE



SÉNÉGAL - TABLE RONDE SUR LE THÈME : « COMMENT INSTAURER LA CONFIANCE ENTRE LES FORCES DE SÉCURITÉ ET LES COMMUNAUTÉS AUXQUELLES ELLES S'ADRESSENT ? »



GENÈVE - LE LOGO DU 25^e ANNIVERSAIRE DU DCAF SUR LA FAÇADE DE LA MAISON DE LA PAIX

NOS ACTIVITÉS

La stratégie du DCAF pour la période 2025-2030 vise à donner aux partenaires nationaux les moyens de renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité en s'appuyant sur les normes internationales et les bonnes pratiques, à faire progresser la bonne gouvernance dans des environnements particulièrement hostiles, à promouvoir l'égalité des genres pour lutter contre la discrimination et l'injustice, et à encourager la mobilisation internationale en faveur de la gouvernance du secteur de la sécurité.

Les exemples ci-après illustrent les actions entreprises pour réaliser ces objectifs.

1

Donner aux partenaires nationaux les moyens de promouvoir la gouvernance du secteur de la sécurité

INSTITUTIONNALISATION DU PROCESSUS DE PLANIFICATION EN MATIÈRE D'INTÉGRITÉ DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Depuis 2022, le DCAF collabore avec le ministère de l'Intérieur de la **Macédoine du Nord** afin de lever les entraves systémiques au renforcement de l'intégrité, à la prévention de la corruption, et à l'ancrage du principe de responsabilité au sein d'une institution publique de poids, qui a une incidence directe sur la sécurité publique et la confiance des citoyens. Bien que le ministère de l'Intérieur soit déjà doté d'un cadre juridique solide en matière d'intégrité, de lutte contre la corruption et de probité, il ne disposait pas jusqu'alors d'une méthode commune fondée sur des faits pour cerner les risques en matière d'intégrité dans l'ensemble de ses services, ce qui se traduisait par des réactions a posteriori, faute de planification proactive. Adopter une méthode de ce type contribue à la réalisation de priorités nationales plus larges en lien avec l'intégration à l'Union européenne, la réforme de l'administration publique et l'État de droit.

Le DCAF a aidé le ministère de l'Intérieur à lancer son premier Plan pour l'intégrité 2023-2025 – un projet complet fondé sur des données factuelles –, à renforcer ses capacités internes et à mettre en place un cadre durable pour la gestion des risques en matière d'intégrité à l'échelle de l'institution. Il lui a notamment offert des conseils en méthodologie et une formation sur l'analyse des risques en matière d'intégrité et sur l'interprétation des données, ainsi qu'un accompagnement sur mesure en matière de recherche et de méthodologie. Sur toute la période 2023-2025, le service en charge des questions d'intégrité du Département du contrôle interne, des enquêtes criminelles et des normes professionnelles (DICCIPS) a systématiquement recueilli et examiné les rapports internes, les chiffres relatifs aux procédures disciplinaires, les déclarations de conflits d'intérêts et les données issues d'affaires intérieures. Les conclusions de cette étude ont servi à suivre la mise en œuvre du Plan pour l'intégrité et ont été intégrées dans des rapports annuels témoignant d'améliorations tangibles dans l'utilisation des données pour classer les différents types de risques et y faire face.

Tout au long du processus, le ministère de l'Intérieur a assuré la responsabilité de la collecte



Présentation du Plan pour l'intégrité 2023-2025, Skopje



Des premiers ateliers sur l'élaboration d'un Plan pour l'intégrité jusqu'aux phases de mise en œuvre et de présentation de rapports, ce processus nous a permis de dessiner une vision commune des risques en matière d'intégrité et de gagner en assurance s'agissant de la gestion en interne de l'ensemble du cycle.

Responsable du secteur Activité professionnelle, prévention et intégrité

des données, de leur validation et de la rédaction des rapports, ce qui a permis de garantir le développement de capacités institutionnelles durables. Ainsi, dès la fin de l'année 2025, le DICCIPS a été en mesure d'entamer la rédaction d'un nouveau Plan pour l'intégrité 2026-2028 en s'appuyant sur ses propres collaborateurs, ses propres outils et les résultats de ses propres activités de suivi, preuve de son appropriation du processus de planification en matière d'intégrité. Les nouveaux types de risque recensés dans le dernier plan cadrent parfaitement avec les tendances qui se dégagent des plaintes des citoyens, des affaires intérieures et des conclusions des rapports annuels sur la mise en œuvre du plan, preuve que l'amélioration du suivi s'est traduite par la mise en place concrète de mesures de prévention.

L'appui de la direction du ministère de l'Intérieur, la création d'un groupe de travail interne, l'adoption d'une terminologie commune et l'utilisation régulière des données internes sont autant d'éléments qui ont contribué à rendre la coopération entre services plus cohérente. À plus long terme, ces pratiques peuvent contribuer de manière significative à réduire la vulnérabilité à la corruption, à améliorer la transparence et le professionnalisme, et à renforcer une culture organisationnelle qui place l'intégrité en valeur fondamentale.

RENFORCER LA GOUVERNANCE ET LA RESPONSABILITÉ DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ EN PÉRIODE DE CONFLIT ARMÉ

Le soutien apporté par le DCAF à l'**Ukraine** renforce la gouvernance démocratique, la responsabilité et la résilience institutionnelle du secteur de la sécurité en période de conflit armé. L'un des axes prioritaires a été de renforcer le respect du droit international humanitaire (DIH) grâce à l'élaboration d'une doctrine et de formations adaptées à la complexité du champ de bataille moderne, à la formation des membres des forces armées et à la fourniture de conseils spécialisés à l'état-major général et aux services juridiques militaires. En 2025, les recommandations issues de la publication du DCAF intitulée « *The Soldier's Role in Responding to War Crimes* » (Le rôle du soldat dans la lutte contre les crimes de guerre) ont été intégrées dans un ordre officiel de l'état-major général des forces armées ukrainiennes, marquant ainsi le passage de recommandations de politique générale à une pratique militaire obligatoire.

La poursuite des travaux dans des domaines émergents et en pleine évolution de la guerre a également permis d'asseoir la trajectoire de l'Ukraine en matière de DIH. Le soutien du DCAF a pris différentes formes, dont des conseils sur l'intelligence artificielle et le DIH, un document d'orientation sur la cyberguerre, approuvé par le ministère de la Défense et qui devrait être soumis à l'examen du Conseil national de sécurité et de défense, ou encore la mise au point d'un cadre réglementaire visant à institutionnaliser les procédures de vérification de la conformité des armes.

En parallèle, le DCAF a travaillé en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux sur un large éventail d'initiatives portant sur la transparence et la responsabilité dans le secteur de la sécurité. En collaboration avec l'ONG ukrainienne Statewatch, le DCAF a mené une étude visant à recenser les principales insuffisances, notamment, en matière de responsabilité dans le processus de passation de marchés du secteur de la défense, ce qui a permis de poser les fondements de futures réformes à partir de données factuelles. Il a également consolidé une alliance stratégique avec le Bureau national anticorruption de l'Ukraine et l'OTAN, permettant ainsi une approche mutuellement bénéfique en matière de renforcement de l'intégrité. Par ailleurs, en 2025, le DCAF a continué à aider le Parlement ukrainien

à aligner sa législation nationale sur les normes euro-atlantiques et les principes de gouvernance démocratique.

Les efforts déployés par les autorités ukrainiennes et la société civile pour renforcer le contrôle démocratique et le respect des obligations en matière de droits humains jouent un rôle déterminant dans la mise en place d'une gouvernance légitime non seulement pendant le conflit en cours mais aussi, à terme, lors d'une transition vers la paix. Les enseignements tirés du conflit en Ukraine contribuent également à faire évoluer la réflexion internationale sur la relation complexe entre l'éthique de la défense et les avancées technologiques rapides dans les conflits modernes, notamment en ce qui concerne l'utilisation des drones et de l'intelligence artificielle dans la conduite des hostilités.



Votre professionnalisme et votre engagement contribuent à renforcer les efforts visant à protéger la population civile en situation de conflit armé et à garantir le respect des normes internationales lors de la planification et de la conduite des opérations militaires. Notre coopération sert de base solide pour accroître la sensibilisation des militaires aux questions juridiques et pour favoriser une attitude responsable à l'égard des obligations internationales contractées par notre État.

Général Oleksandr Syrskyi, Commandant en chef des forces armées ukrainiennes



Formation de deux jours sur le droit international humanitaire dispensée à des sous-officiers des forces armées ukrainiennes, en collaboration avec l'ONG League of Officers. Photo : ONG League of Officers

Ressources



Le rôle du soldat dans la lutte contre les crimes de guerre (en anglais et en ukrainien)



Les dispositions relatives à la sécurité humaine dans les accords de cessez-le-feu et de paix : études de cas en Europe de l'Est, dans le Caucase et en Asie centrale (en anglais)

LES RELATIONS ENTRE LES MÉDIAS ET LA POLICE : DE LA MÉFIANCE AU DIALOGUE

De 2020 à 2021, la **Colombie** a connu d'importants troubles sociaux et une crise de confiance entre la population et la police nationale. Cette période a été marquée par une forte augmentation des violences policières envers les journalistes, lesquels ont déclaré avoir été victimes de harcèlement verbal, de menaces physiques et d'agressions, ainsi que de censure pendant la couverture des manifestations. De son côté, la police craignait que les journalistes ne cèdent au sensationnalisme, ce qui aurait aggravé les tensions sociales.

En tant que partenaire de confiance de la police, le DCAF a travaillé en collaboration avec la Fondation pour la liberté de la presse de la Colombie (FLIP) afin d'organiser une série de rencontres offrant aux journalistes et aux forces de l'ordre un espace sûr où discuter de leurs comportements dans des contextes opérationnels à haut risque, notamment lors de manifestations et sur des lieux d'infraction. Ce partenariat a débouché sur l'élaboration conjointe d'un accord opérationnel entre la police et les médias, le premier du genre en Amérique latine, devenu doctrine officielle en 2024.

En 2025, trois réunions du mécanisme national de surveillance ont été organisées, en présence d'agents de la police nationale, de représentants de la FLIP et d'autres acteurs de la défense des droits humains afin de vérifier si les engagements pris avaient bien été respectés, d'étudier les cas d'agression policière envers des journalistes et d'analyser les incidents ayant touché aussi bien la police que les médias. Les journalistes ont également fait état de procédures plus claires concernant les interventions des forces de police sur le terrain, et le nombre de cas signalés d'agressions policières envers des journalistes est passé de 263 en 2021 à zéro en 2025.

L'expérience de la Colombie a éveillé la curiosité d'autres pays de la région, et des représentants des forces de police et des médias ont été invités à partager leur expérience dans le cadre d'échanges avec l'Équateur, le Mexique, le Honduras et le Pérou. De 2023 à 2025, le DCAF a



Formation de journalistes à Tlaxcala, au Mexique, comprenant notamment un jeu de rôle organisé par le Secrétariat à la sécurité et à la protection des citoyens. Photo : ARTICLE 19

mis en œuvre un programme régional intitulé : Renforcer le contrôle public, la responsabilité et la réactivité du secteur de la sécurité en Amérique latine. Celui-ci a permis de consolider la collaboration régionale en matière de protection des journalistes et d'accorder une attention particulière aux besoins spécifiques des journalistes travaillant dans des « zones réduites au silence ». Il a également conduit à l'adoption de lignes directrices officielles sur la coopération entre la police et les médias en Équateur, au Honduras et dans certains États du Mexique.

Mettre en place des protocoles plus précis renforce la confiance et crée des conditions de travail plus sûres. Cela améliore la surveillance et favorise le contrôle d'une sécurité plus transparente et responsable, dans l'intérêt aussi bien des communautés que des journalistes et des forces de police. Le fait que d'autres pays de la région aient repris le modèle de la Colombie crée par ailleurs un précédent prometteur en ce qui concerne la poursuite de l'amélioration des relations entre la police et les médias dans différents contextes à haut risque d'Amérique latine.



Je sors de ces échanges en portant un regard plus humain sur la police. J'en tire de nombreux éléments de réflexion, notamment en ce qui concerne la communication, la collaboration et le respect mutuel.

Journaliste, Nuevo Leon, Mexique



Présentation par l'organisation Fundamedios et la Police nationale équatorienne d'un accord commun visant à renforcer le respect de la liberté de la presse et la coopération entre les forces de l'ordre et les journalistes. Photo : Police nationale équatorienne

Ressources



Colombie : la presse, la police et les dirigeants sociaux au service d'une société sûre et transparente | DCAF Amérique latine (en espagnol)



Lignes directrices pour l'amélioration des relations entre la police nationale et les médias en Colombie (en anglais)

2

Renforcer la gouvernance du secteur de la sécurité en s'appuyant sur les normes internationales et les bonnes pratiques

COLLABORATION STRATÉGIQUE DANS LES DOMAINES DES AFFAIRES, DE LA SÉCURITÉ ET DES DROITS HUMAINS

Le DCAF et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) entretiennent un partenariat de longue date dans le but de relever les défis en matière de sécurité et de droits humains auxquels sont confrontées les entreprises qui déploient leurs activités dans des environnements complexes. Ces dernières années, face à la montée de la concurrence pour l'accès aux minéraux essentiels, la communauté internationale a porté une attention accrue à ces enjeux. La **Chine** est un acteur clé en la matière, avec des sociétés minières présentes dans le monde entier qui ont une incidence considérable sur la sécurité et sur les perspectives de développement de ses partenaires au niveau local. Les activités du DCAF en Chine ont démarré en 2018 et, en 2025, elles ont donné lieu à des avancées dans de nombreux domaines, notamment un renforcement de la collaboration avec les universités et les associations professionnelles chinoises.

Au cours des dernières années, le DCAF a organisé des formations à l'intention du groupe CMOC, une société minière chinoise implantée en République démocratique du Congo (RDC), et a facilité la participation de cette entreprise à un groupe de travail provincial pluriacteurs chargé de répondre aux défis liés à la sécurité et aux droits humains dans le secteur de l'extraction minière. En 2025, l'entreprise a accepté d'apporter un soutien financier à ce groupe de travail, et la direction du groupe basée à Shanghai a sollicité une assistance supplémentaire pour vérifier que ses activités étaient conformes aux meilleures pratiques en matière de sécurité et de droits humains. À l'issue de plusieurs réunions organisées à Pékin, l'Alliance pour la responsabilité sociale des entreprises chinoises en Afrique, qui promeut la responsabilité des entreprises et la création de partenariats avec des États d'Afrique, a également convenu d'organiser une mission conjointe en RDC avec le DCAF en 2026. C'est la première fois qu'elle met place une activité de ce type avec un partenaire international.

En 2025, des modules de formation destinés aux entreprises chinoises, élaborés en collaboration avec la Chambre de commerce chinoise des importateurs et exportateurs de métaux, de minéraux et de produits chimiques, ainsi que l'Université du Peuple de Chine, ont également été lancés, de même qu'un outil sur la prévention des conflits, accompagné d'une forma-



Le DCAF aux côtés de partenaires spécialisés et issus des pouvoirs publics, du monde des affaires et du milieu universitaire à l'occasion du Forum international 2025 sur les chaînes d'approvisionnement durables en minéraux organisé à Xiamen.

tion, développés conjointement avec l'Institut de recherche sur la responsabilité sociale des entreprises de Beijing Rongzhi. Par ailleurs, le DCAF a été invité à s'exprimer sur le thème de la sécurité responsable à l'étranger devant plus de 3000 étudiants et enseignants de l'université de Pékin.

Toujours en 2025, cinq ministères chinois ont publié de nouvelles directives énonçant les obligations en matière de sécurité et de droits humains à respecter par les entreprises chinoises opérant à l'étranger dans le cadre de l'initiative chinoise sur les Nouvelles routes de la soie. Ces directives constituent une avancée importante et pourraient favoriser le respect des bonnes pratiques promues par le DCAF, le CICR et leurs partenaires chinois.

Ressources



Pôle de connaissances sur la sécurité et les droits humains (en anglais, français et chinois)



Les entreprises chinoises prennent de plus en plus conscience que pour la bonne marche de leurs activités dans des environnements complexes, il est indispensable de mettre en place de solides mesures de prévention des conflits et un système efficace de gestion des risques sécuritaires, comme en témoigne l'intérêt croissant que portent des acteurs chinois aux travaux du DCAF et du CICR.

Boris Kelecevic, Directeur adjoint de la délégation régionale du CICR pour l'Asie de l'Est

FAVORISER LES ENGAGEMENTS POLITIQUES EN FAVEUR D'UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ PRIVÉE

La multiplication et le développement rapides des entreprises militaires et de sécurité privées (EMSP) au **Honduras** ont suscité l'inquiétude de la population quant au manque de contrôle apparent de l'État sur ce secteur. Selon les estimations des autorités nationales, le nombre de personnes se livrant à l'exercice illégal d'activités de sécurité privée pourrait être trois fois supérieur à l'effectif total de la police nationale et des forces armées. Les cadres réglementaires et de contrôle de la Direction du contrôle des services privés de sécurité et autres services spéciaux (DICSPS) de la Police nationale hondurienne se sont révélés inadaptés face à l'expansion et à la diversification des services de sécurité privés, tout comme les nouvelles normes internationales en matière de droits humains et de sécurité élaborées ces dernières années.

Fort de la réussite du programme de réforme de la police élaboré en collaboration avec le DCAF et mis en œuvre de 2018 à 2024, la DICSPS a sollicité en 2023 le soutien du DCAF pour sensibiliser aux obligations en matière de droits humains et aux normes internationales dans le domaine de la gouvernance du secteur de la sécurité privée. En réponse, le DCAF a organisé une série de consultations en 2023 et 2024 qui ont joué un rôle clé dans le lancement d'un processus d'examen de la réglementation en vigueur et d'un recensement des changements nécessaires au niveau institutionnel. Des activités de renforcement des capacités sont venues compléter ces efforts en 2024 et 2025. Elles ont aidé la DICSPS à examiner les programmes de formation et la législation nationale régissant le secteur privé, afin d'évaluer s'ils étaient adaptés au contexte actuel et conformes aux normes internationales.

En août 2025, le gouvernement hondurien a officialisé son engagement en faveur d'une meilleure gouvernance des EMSP en adhérant au Document de Montreux, qui reste le seul instrument international rappelant aux États leurs obligations au regard du droit international s'agissant des



Agent de la DICSPS lors d'une réunion organisée à Tegucigalpa par le Secrétariat du Forum du Document de Montreux



Notre collaboration avec le DCAF a largement contribué au renforcement de nos capacités institutionnelles et à l'amélioration continue de la DICSPS. Dans le cadre des efforts de modernisation et de formation que nous avons entrepris, le Document de Montreux s'est révélé un outil fondamental qui guide notre action vers la mise en place d'une réglementation plus efficace, plus transparente et plus durable des entreprises de sécurité privées.

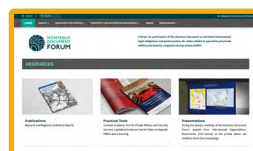
Miguel Enrique Baltodano, Commissaire de police et Directeur de la DICSPS

activités des EMSP, tout en servant de cadre permettant aux gouvernements de réglementer efficacement ce secteur. Il s'agit d'une avancée majeure non seulement pour le Honduras mais aussi pour l'ensemble de la région Amérique latine et Caraïbes, où le secteur de la sécurité privée connaît une expansion rapide dans un contexte marqué par un niveau élevé de violence et par une utilisation généralisée des armes à feu, ce qui soulève de graves préoccupations relatives aux droits humains. Le Honduras est devenu le sixième pays de la région à adhérer au Document de Montreux, et sa participation contribuera à enrichir les débats sur la réglementation des EMSP et les bonnes pratiques en Amérique centrale et au-delà.

Ressources



Document de Montreux sur les obligations juridiques pertinentes et les bonnes pratiques pour les États en ce qui concerne les opérations des entreprises militaires et de sécurité privées pendant les conflits armés



Document de Montreux - Ressources

LA MODERNISATION DES AFFAIRES INTÉRIEURES : UNE ÉTAPE STRATÉGIQUE VERS L'INTÉGRATION À L'UE

En **Moldavie**, le secteur de la sécurité est confronté à toutes sortes de risques complexes, qu'il s'agisse de crime organisé, de menaces hybrides, de conflits régionaux ou de tensions croissantes liées à l'immigration. Ces risques ont mis en évidence des défis systémiques, notamment une absence de planification proactive, une attention insuffisante accordée à la prévention, et la nécessité de renforcer la prise de décision fondée sur des données factuelles. Depuis 2023, le DCAF soutient à la fois la réforme législative et le renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Intérieur, contribuant ainsi à la réalisation de l'objectif stratégique de la Moldavie en matière d'intégration à l'Union européenne. Cette action s'inscrit dans le prolongement d'un partenariat de longue date avec les autorités moldaves, qui a notamment donné lieu à une collaboration dans le cadre de la Convention de coopération policière pour l'Europe du Sud-Est.

De 2023 à 2025, le DCAF a apporté son soutien à l'élaboration d'une législation et de stratégies clés régissant les secteurs de la sécurité et du renseignement de la Moldavie, ainsi qu'aux débats parlementaires et publics y afférents. En 2025, la loi sur la sécurité nationale a été adoptée, instaurant une approche globale de la sécurité nationale qui a permis de définir plus précisément les missions des prestataires de services de sécurité, de renforcer le contrôle parlementaire et de l'exécutif, et de codifier un contrôle civil et démocratique plus rigoureux.

Parallèlement, en 2022, le ministère de l'Intérieur a adopté sa toute première Stratégie à long terme sur le développement du domaine des affaires intérieures pour la période 2022-2030. Celle-ci vise à moderniser les politiques et les programmes dans des domaines tels que l'ordre public et la sécurité, la prévention de la criminalité, la gestion des frontières, les migrations et l'asile, ainsi que la protection civile et les interventions d'urgence. Il a en outre convenu des priorités sectorielles pour la période 2022-2025.

En 2024, le DCAF a formé le personnel du ministère de l'Intérieur à l'établissement de rapports et à la collecte de données dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours du programme, comblant ainsi le besoin majeur de renforcer les capacités de prise de décision fondée sur des données factuelles. Par la suite, son soutien a notamment consisté à plaider en faveur de la création d'une Unité en charge de la planification stratégique,

mise en place par le ministère de l'Intérieur en 2025, à élaborer un Règlement sur la planification stratégique, et à dispenser des formations sur la définition d'objectifs, l'élaboration d'indicateurs et la réalisation d'estimations de coûts. De plus, le DCAF a offert une assistance technique pour adapter les politiques nationales en matière d'affaires intérieures avec les critères de l'acquis de l'Union européenne, et aidé la Direction de la coordination des politiques publiques à intégrer les normes européennes dans les activités de planification stratégique et de suivi.

En 2025, la révision par le ministère de l'Intérieur de la Stratégie sur les affaires intérieures et l'élaboration de la phase suivante des programmes sectoriels ont souligné les différents progrès réalisés par le ministère. Ceux-ci ont été relevés dans la mise en place de méthodes normalisées en matière de planification et d'établissement de rapports, et de politiques de sécurité s'appuyant sur des données factuelles et axées sur les résultats. Ces changements, s'inscrivant dans le cadre de mises à jour réglementaires et d'une restructuration institutionnelle, permettent à la Moldavie de se préparer à atteindre ses futurs objectifs d'intégration à l'UE et d'améliorer sa capacité à relever les défis en constante évolution auxquels est confronté le secteur de la sécurité.



Ces efforts conjugués permettent à la République de Moldavie de poursuivre sa transformation en un État plus fort et plus résilient, fermement ancré dans l'Union européenne.

Daniella Misail-Nichitin, ministre de l'Intérieur



Présentation des priorités stratégiques du ministère de l'Intérieur, Chișinău.
Photo : Ministère de l'Intérieur

3

Promouvoir
la bonne
gouvernance
du secteur
de la sécurité
dans des
environnements
extrêmement
difficiles

PRÉSERVER L'ESPACE CIVIQUE DANS UN ENVIRONNEMENT INFORMATIONNEL POLARISÉ

Depuis 2016, le **Burkina Faso** est confronté à une crise sécuritaire et humanitaire qui perdure, accompagnée d'une stigmatisation croissante et d'une fragmentation sociale. L'élargissement rapide de l'accès aux plateformes numériques a favorisé la désinformation et les discours de haine, ce qui a attisé les tensions. Des informations fausses ou manipulées sont largement diffusées, influençant l'opinion publique et incitant parfois à l'hostilité, tandis que le manque de mécanismes structurels empêche d'enrayer ce mouvement. En 2024 et 2025, le DCAF a dirigé le projet « Espace civique » et assuré la coordination d'un groupe de sept organisations de la société civile œuvrant à la préservation de l'espace civique et contribuant à la cohésion sociale.

Le DCAF a proposé aux membres de ce groupe des formations et un accompagnement sur la législation nationale, la liberté d'expression dans des contextes à haut risque, la vérification des faits, la protection des droits humains et la prévention de la radicalisation. Dans le contexte sécuritaire complexe du Burkina Faso, le DCAF s'est également employé à faciliter la collaboration entre les membres du groupe, les institutions de sécurité et d'autres autorités nationales, dont le Conseil supérieur de la communication et la Direction générale de la communication et des médias.

Des organisations de la société civile ont commencé à proposer leurs propres formations, à sensibiliser les communautés aux principaux risques et à jouer un rôle croissant dans la lutte contre la désinformation. En 2025, elles ont recensé sur les réseaux sociaux 32 cas de contenus violents ou haineux qu'elles ont signalé à Meta, suite à quoi huit d'entre eux ont été supprimés. Elles ont également créé une liste détaillée de comptes identifiés comme sources de désinformation. EducommuniK, une organisation de jeunes qui se sert de l'éducation aux médias et à l'information comme d'un outil stratégique pour favoriser un changement social positif, a mis en place l'Observatoire citoyen des réseaux sociaux. Celui-ci publie des bulletins numériques visant à décrire les tendances en matière de désinformation et a été officiellement reconnu par le Conseil supérieur de la communication.

Cette reconnaissance institutionnelle revêt une importance particulière dans un contexte généralement marqué par une certaine défiance entre journalistes et



Formation en présence de médias et d'ONG à Banfora. Photo : CIFDHA (Centre d'information et de formation en matière de droits humains en Afrique)

autorités nationales. Tout aussi encourageant est le fait que le Conseil ait fait part à EducommuniK de sa volonté de devenir membre de l'Observatoire afin de renforcer la mise en place à plusieurs niveaux de mesures de lutte contre la désinformation et les discours de haine. En conjuguant contrôle citoyen, vérification des faits et sensibilisation, l'initiative « Espace civique » contribue au renforcement de la responsabilité numérique et de la résilience collective dans un environnement informationnel toujours plus polarisé.



Vous faites un travail remarquable ! Le retrait de propos haineux a permis à certaines victimes d'éviter de subir de graves atteintes à leur réputation, de préserver autant que possible leur intégrité et de favoriser la cohésion sociale.

Association
EducommuniK

Ressources



Projet « Espace civique » au
Burkina Faso

LE DIALOGUE INCLUSIF POUR FAÇONNER LA GOUVERNANCE FUTURE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

En **Libye**, le secteur de la sécurité évolue dans un contexte marqué par des conflits, une fragmentation politique persistante, des mandats institutionnels qui se chevauchent et une coordination limitée entre les organismes réglementaires, de sécurité et de contrôle. Face à cette situation, les débats sur la réforme du secteur de la sécurité ont souvent été présentés comme subordonnés à l'unification politique. C'est ce qui explique pourquoi les initiatives susceptibles d'apporter des améliorations concrètes et graduelles, y compris lorsqu'elles étaient jugées particulièrement pertinentes pour répondre aux besoins et aux priorités des communautés en matière de sécurité, ont généralement été reportées. Pour les Libyens, cette situation s'est traduite par un accès irrégulier aux services de sécurité, par un manque de clarté en ce qui concerne les mécanismes de plainte et par des incertitudes quant aux responsabilités institutionnelles.

De 2024 à 2025, le DCAF a facilité un processus de consultation à l'échelle nationale qui a fait appel à des institutions de sécurité libyennes et des acteurs de la société civile. Ce processus a abouti à l'élaboration d'un Livre blanc présentant des solutions pratiques et adaptées au contexte pour améliorer la prestation de services de sécurité. Des représentants communautaires ont participé à des discussions sur la prestation de services de sécurité et ont fait part de leurs points de vue sur différentes questions telles que les interventions d'urgence, le traitement des plaintes ou le contrôle des centres de détention. Des acteurs du secteur de la sécurité, y compris des officiers supérieurs, ont pris part à des échanges intersectoriels, souvent pour la première fois, qui ont porté sur la responsabilité, les rôles institutionnels et l'instauration d'une collaboration constructive avec la société civile. Des membres du personnel de sécurité ont fait part des contraintes auxquelles ils se heurtaient, notamment l'absence de procédures normalisées et les possibilités limitées de développement professionnel. Ces échanges ont permis de définir des attentes communes en matière de prévisibilité, de réactivité et de responsabilité.

Le rôle de coordinateur joué par le DCAF a permis d'assurer une participation équilibrée et de réunir un ensemble de connaissances techniques et empiriques en un document de référence cohérent. Ce



Lors d'une réunion sur le programme sur la Libye.

Livre blanc va au-delà de précédentes analyses en proposant des pistes d'action concrètes jugées pertinentes par les acteurs locaux dans le contexte actuel. Citons à titre d'exemple une définition plus précise des attributions des différentes institutions, une plus grande transparence en ce qui concerne les mandats et les pratiques en matière d'établissement de rapports, des mécanismes de traitement des plaintes et de procédures de suivi plus efficaces, ainsi que la mise en place de canaux de communication plus réguliers entre les services de sécurité et les communautés auxquelles ils s'adressent.

S'appuyant sur de vastes consultations menées dans les trois régions que compte la Libye, ce document ne propose pas de solution globale au problème de la fragmentation structurelle. Son intérêt réside plutôt dans le fait qu'il offre un point de référence ancré dans la réalité locale et opérationnelle pour apporter des améliorations graduelles en matière de responsabilité, de réactivité et de sécurité au quotidien, tout en contribuant à orienter les futurs débats sur les réformes à entreprendre.



Nous avons besoin d'un État stable, que seul un dialogue approfondi nous permettra de mettre en place. Il convient de renforcer les échanges en tissant des liens de confiance avec les citoyens, ce qui n'est pas encore le cas, et en ouvrant des canaux de communication avec toutes les parties concernées.

Participant à un dialogue sur la réglementation du secteur de la sécurité, Fezzan

Ressources



Compte rendu de conférence : Analyse des implications de la sécurité des infrastructures pétrolières et gazières en Libye (en anglais et en arabe)



La voie vers la stabilité : repenser la réforme du secteur de la sécurité en Libye après le conflit (en anglais)



Étude des groupes armés en Libye : points de vue sur la RSS dans un contexte hybride (en anglais et en arabe)

CONTRIBUER À LA GOUVERNANCE DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ ET À LA RECONSTRUCTION FUTURE

Après deux ans de guerre, la **bande de Gaza (Territoire palestinien occupé)**, dévastée, se trouve dans une situation de crise profonde. Plus de 70 000 Palestiniens ont été tués et 95 % des Palestiniens de Gaza ont été déplacés à l'intérieur du territoire. Un vide politique et sécuritaire s'est créé, sans feuille de route précise en matière de gouvernance, de sécurité et de reconstruction.

Dès 2023, le DCAF a mené de vastes consultations auprès de parties prenantes palestiniennes afin de s'assurer que les besoins des citoyens en matière de sécurité soient entendus et de recenser les dispositifs de sécurité en place. Cela a permis de dresser un état des lieux unique et en temps réel de la situation des services de sécurité et de justice. Fort de ces observations et de son savoir-faire, le DCAF s'est penché sur différentes propositions concernant l'avenir de Gaza, leur adéquation avec les besoins des Palestiniens, les dispositifs existants en matière de sécurité et de justice, et les principes de bonne gouvernance indispensables à une stabilité, une sécurité et une paix durables.

Publié en 2025, le document du DCAF intitulé « Interim Security Governance Mechanisms (ISGMs) for the occupied Palestinian territory » (Mécanismes provisoires de gouvernance de la sécurité pour le Territoire palestinien occupé) présente une synthèse de cette réflexion, accompagnée de recommandations. En privilégiant une approche centrée sur les personnes, ces mécanismes répondent aux besoins immédiats et à moyen terme afin d'éviter un vide sécuritaire et de créer des conditions propices à l'aide humanitaire, à la réhabilitation et à la reconstruction. Ils associent les efforts de reconstruction et de redressement à une dynamique de réforme de l'Autorité palestinienne et de consolidation d'un consensus national, contribuant ainsi à l'émergence d'un État palestinien territorialement uni.

Ces mécanismes ont fait l'objet d'échanges constructifs avec des parties prenantes palestiniennes, régionales et internationales. Ils étaient également une partie des activités menées par le DCAF dans le cadre de son Fonds d'affectation spéciale pour la Palestine, qui rassemble des partenaires engagés en faveur d'une approche inclusive et fondée sur des valeurs.



Groupe de civils utilisant un moyen de transport de fortune pour subvenir à leurs besoins quotidiens dans le complexe résidentiel en ruines d'Hamad, dans le sud de la bande de Gaza.



Nous considérons que la sécurité de la Palestine est une et indivisible, et que l'harmonisation de la vision, de la structure et des performances en matière de sécurité entre la Cisjordanie, y compris Jérusalem, et la bande de Gaza est la voie à suivre pour concrétiser l'unité du territoire de l'État de Palestine et étendre sa pleine souveraineté sur le territoire et la population, ce qui conduira à la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem pour capitale.

Ziad Hab Al-Reeh, Général de division et ministre palestinien de l'Intérieur, lors d'un atelier consultatif avec le DCAF

Ressources



Mécanismes provisoires de gouvernance du secteur de la sécurité dans le Territoire palestinien occupé : avant et après un cessez-le-feu (en anglais et en arabe)



L'importance des mécanismes provisoires de gouvernance en matière de sécurité dans les Territoires palestiniens occupés



Les prestataires de services de sécurité et de justice dans l'après-guerre à Gaza : changements institutionnels et nouveaux acteurs (en anglais et en arabe)



4

Promouvoir l'égalité entre les genres et des approches intersectionnelles

RENFORCER LES COMPÉTENCES POUR CONSOLIDER LE LEADERSHIP DES FEMMES AU SEIN DES FORCES DE POLICE

À la suite de la transition politique entamée par la **Gambie** en 2017, les forces de police gambiennes ont été confrontées à une crise de confiance de la population et à la nécessité de passer d'un régime répressif à un régime axé sur le service et la protection. Les interventions de police étaient généralement à caractère répressif et l'emploi de méthodes fondées sur des preuves ou d'approches tenant compte des spécificités de genre était rare. En interne, la culture institutionnelle voulait que les policières soient cantonnées à des fonctions administratives ou d'appui, et rares sont celles qui occupaient des postes de commandement stratégiques. Élaboré à l'issue d'un atelier réunissant des femmes agents de police, un Audit des compétences de genre mené conjointement par les forces de police gambiennes et le DCAF auprès de 200 personnes a mis en évidence un certain nombre de défis, notamment une exposition limitée à des modèles d'enquête structurée, peu d'accès à des formations stratégiques, et des lacunes en termes de compétences nuisant à l'évaluation des performances, aux commissions de promotion et à l'efficacité au quotidien.

Forts de nombreuses années de coopération avec le secteur de la sécurité du pays, les forces de police gambiennes et le DCAF ont lancé en 2024 l'Initiative pour la promotion de l'égalité des genres. Dans le cadre d'un programme spécifique de formation au leadership sur un an, 20 femmes de tous grades et originaires de différentes régions ont suivi un parcours en plusieurs étapes. Il a consisté en l'élaboration de plans de développement personnel, puis la participation à une formation en plusieurs niveaux axée sur les relations interpersonnelles, le maintien de l'ordre et le leadership. Le tout s'est conclu par une semaine de révision, suivi d'un examen écrit. Ce programme avait été conçu de manière à combler les besoins mis en évidence lors de l'audit et de l'élaboration des plans de développement personnel. En plus des cours traditionnels, il s'accompagnait d'une mise en pratique sur le terrain.

En 2025, les agents des forces de police gambiennes ont indiqué mettre régulièrement en pratique les compétences acquises, notamment en ce qui concerne la tenue d'entretiens, la résolution de problèmes, la prise de décisions conformes à la doctrine policière, l'organisation de réunions d'information plus efficaces et une communication plus claire avec le public. En décembre 2025, 17 des 20 femmes agents de police avaient été promues, dont plusieurs à des postes de



Mariam Jallow, Commandante de l'unité de police de proximité, s'adressant à des élèves. Photo : Forces de police gambiennes

commandement jusque-là jamais occupés par des femmes. Les diplômées à l'issue de ce programme contribuent également à améliorer l'efficacité des opérations policières. Citons à titre d'exemple la mise en place de postes de contrôle et de patrouilles ciblées au petit matin, qui ont contribué à une diminution sensible du nombre de cas de vol de bétail signalés par des habitants, le recours à de la modération pour mettre fin à des tensions chroniques sur les marchés, ou encore la mise à profit des compétences acquises grâce au programme pour gérer des opérations de maintien de l'ordre à haut risque.

Désormais, les forces de police gambiennes font de l'intégration de la dimension de genre prévue dans la doctrine policière du pays un outil pratique d'amélioration des performances aux résultats mesurables. En outre, cette « sororité », ou ce réseau informel de soutien entre pairs apparu à l'issue du programme, est un signe encourageant de la volonté de faire perdurer cette approche.



La commissaire de police ne se contente pas de faire respecter la loi. Elle se tient à l'écoute de chacun. Elle s'est efforcée de s'intégrer à la communauté, ce que la population apprécie.

Conseiller municipal de Bakoteh, exprimant sa reconnaissance à Tinanya HJ Mendyla, Commissaire de police adjointe

Ressources



Instaurer un climat de confiance entre les forces de sécurité et la population civile (en anglais)



Étude préliminaire sur l'égalité des genres au sein du Service de l'immigration de la Gambie (en anglais)

PROMOUVOIR L'INTÉGRATION DE LA DIMENSION DE GENRE AU SEIN DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Créée en 2009, la Direction nationale des politiques de genre (DNPG) a joué un rôle important dans l'intégration de la dimension de genre dans les politiques institutionnelles du ministère de l'Intérieur de l'**Uruguay**. De 2020 à 2021, le DCAF a aidé la DNPG à mener une évaluation à l'aide de la Méthode de mesure des opportunités pour les femmes dans les opérations de paix (« Measurement of Opportunities for Women in Peace Operations », ou « MOWIP ») au sein de la police nationale, dans le cadre de l'initiative Elsie. Bien que cette évaluation ait permis de réunir de précieuses informations, la DNPG ne disposait toujours pas d'une vue d'ensemble de l'état d'avancement de l'intégration de la dimension de genre au sein du ministère de l'Intérieur susceptible d'éclairer la définition de priorités stratégiques et d'objectifs mesurables pour les années à venir.

En 2024, la DNPG et le DCAF ont mené conjointement une Analyse de l'égalité des genres visant à dresser un état des lieux en matière d'égalité des genres dans divers domaines, notamment les politiques et procédures institutionnelles, la composition des effectifs, l'éducation et l'apprentissage, la perception du public, ainsi que les défis à venir. À partir des données de l'étude effectuée selon la méthode MOWIP et de l'Analyse de l'égalité des genres, la DNPG a poursuivi sa collaboration avec le DCAF tout au long de l'année 2025 afin d'élaborer un plan stratégique à l'échelle du ministère. Celui-ci visait à systématiser et à mettre en œuvre de manière concrète des mesures destinées à renforcer l'égalité des genres au sein du ministère et de la police. Parmi les domaines d'action prioritaires figurent la formation axée sur l'égalité des genres et le changement culturel, le leadership tenant compte de la dimension de genre, la suppression des obstacles à l'évolution de carrière et au maintien en poste, et le partage des responsabilités entre les hommes et les femmes en ce qui concerne la prestation de soins.

À l'automne 2025, alors que l'Analyse de l'égalité des genres avait initialement pour vocation de rester un document interne, le ministère de l'Intérieur l'a publiée sur son site web, ce qui a constitué un signe fort de son engagement politique en faveur de la mise en œuvre des recommandations du rapport. Cette volonté a été réaffirmée lors de déclarations publiques faites par le ministère de l'Intérieur en 2026, dans lesquelles il a réitéré son intention de publier un Plan d'action pour l'égalité des genres pour la période 2026-2030 et de prendre des mesures visant non seulement à améliorer l'égalité des genres au sein du ministère et des services de police, mais aussi à améliorer la réponse des services de police face aux cas de violence domestique et de genre, ainsi qu'aux cas de traite et d'exploitation d'êtres humains.



**L'Analyse de l'égalité
des genres réalisée en
collaboration avec le DCAF
a montré que, bien que des
cadres juridiques soient en
place, les femmes restent
encore privées du plein
exercice de leurs droits dans
la pratique, d'où la nécessité
de décisions de politique
publique plus fermes.**

July Zabaleta, Commissaire et
directrice de la DNPG (Direction
nationale des politiques
de genre du ministère de
l'Intérieur), Uruguay



Échange de connaissances entre les polices nationales uruguayenne et espagnole, sous l'égide du DCAF, dans le but de développer de bonnes pratiques internationales.

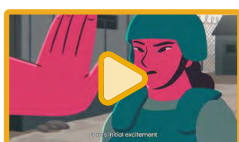
Ressources



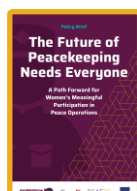
Méthodologie
MOWIP



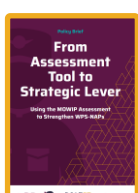
Rapport
MOWIP
global



L'histoire de
Sara



L'avenir du
maintien de la
paix est l'affaire
de tous (en
anglais)



D'outil d'évaluation à levier stratégique -
L'évaluation MOWIP au service des plans
d'action nationaux « Femmes, paix et sécurité »

5

Influer sur la communauté internationale pour qu'elle s'engage en faveur de la gouvernance du secteur de la sécurité

TROUVER LES MOYENS DE METTRE EN ŒUVRE LA RÉFORME DU SECTEUR DE LA SÉCURITÉ SELON DES APPROCHES INCLUSIVES

Haïti est en proie à une grave crise de gouvernance et de sécurité, les gangs criminels profitant d'un État affaibli, incapable d'offrir des services de protection ou de justice. Les interventions étrangères restent ponctuelles et n'ont jamais réussi à assurer une stabilité à long terme. Confrontée à de graves difficultés, la dernière Mission multinationale d'appui à la sécurité va bientôt laisser la place à la Force de répression des gangs. Il est devenu clair que miser sur le renforcement des capacités pour répondre à une situation d'urgence, dans une perspective à court terme, n'a eu que peu d'effets concrets sur le renforcement de la sécurité de la population.

À la demande de la Suisse, et avec le soutien la France et de l'Allemagne, le DCAF a mené, de 2024 à 2025, une évaluation préliminaire du secteur de la sécurité en Haïti. Le but était de définir le moyen le plus adapté d'offrir une assistance supplémentaire pour répondre aux besoins à court et à moyen terme. En juillet 2025, un atelier de validation a été organisé à Port-au-Prince, suivi en octobre d'une présentation en ligne de l'évaluation, qui a marqué le point de départ de la mise en œuvre des principales recommandations. Cette évaluation constitue un premier pas vers la mise en place d'une approche coordonnée et durable susceptible d'avoir une véritable incidence sur la vie des Haïtiens.

Outre des entretiens auprès de spécialistes en sécurité locaux et internationaux, le DCAF a consulté diverses organisations de la société civile afin de veiller à ce que les recommandations formulées tiennent compte des points de vue et des préoccupations des communautés locales. Les acteurs de la société civile offrent une vision précieuse sur les facteurs à l'origine de la violence. Ils sont conscients qu'à elles seules, les mesures coercitives ont peu de chances d'être efficaces. Or, on entend rarement leur voix lors des débats sur la sécurité menés par les élites nationales. Des personnalités éminentes du monde des médias et du milieu universitaire ont également souligné l'absence flagrante d'espaces propices au dialogue multipartite, les universités étant fermées en raison du climat d'insécurité et les médias manquant de ressources pour réaliser des reportages et des analyses approfondis.

À l'avenir, l'aide internationale devra faire le lien entre assistance tactique et soutien à la réforme institutionnelle. Cela permettra de poser les bases d'une gestion et



Une fresque colorée à Cap-Haïtien témoigne en silence des défis en matière de gouvernance et de sécurité qui affectent la vie de tant d'Haïtiens.

d'une gouvernance du secteur de la sécurité essentielles pour regagner la confiance de la population. Les opérations conjointes menées par la Force de répression des gangs et les forces haïtiennes pourront s'appuyer sur le mentorat et l'apprentissage entre pairs pour renforcer les capacités. Tandis que l'aide internationale devra consolider les mécanismes de contrôle interne au sein des institutions de sécurité, ainsi que le

contrôle externe grâce à la participation de la société civile et des médias aux débats nationaux sur la sécurité. À l'heure où Haïti se prépare à une transition politique qui pourrait s'avérer décisive en 2026, la situation actuelle offre l'occasion de coordonner l'aide internationale, de combler le fossé entre le secteur de la sécurité et la société civile, et de bâtir les bases de réformes indispensables et d'une stabilisation.



Aucune amélioration durable ne peut être envisagée sans une réforme en profondeur du secteur de la sécurité.

Haut fonctionnaire d'État

Ressources



Au-delà du chaos : la nécessité pour Haïti d'engager un débat national sur la gouvernance



Éviter l'effondrement : évaluation du secteur de la sécurité en Haïti et perspectives pour de futurs programmes de gouvernance et de réforme du secteur de la sécurité

TIRER PARTI DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL POUR RENFORCER LA PROTECTION DES DROITS HUMAINS PAR LE SECTEUR DE LA SÉCURITÉ

La gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité (GSS/RSS) et les droits humains sont intrinsèquement liés : une mauvaise gouvernance des secteurs de la sécurité et de la justice favorise les violations des droits humains ; a contrario, des institutions responsables protègent les droits fondamentaux. Si l'existence de ce lien est de plus en plus reconnue, la GSS/RSS reste encore trop souvent considérée comme un programme de réforme isolé plutôt que comme un levier crucial permettant de promouvoir les droits humains et de s'attaquer aux facteurs structurels à l'origine de la violation de ces droits. Ces dernières années, le DCAF s'est servi du processus d'Examen périodique universel (EPU) des Nations Unies comme d'un levier stratégique pour que ces programmes soient davantage pris en compte. L'EPU consiste à examiner périodiquement la situation des droits humains dans chaque État membre de l'ONU : les États rendent compte des progrès accomplis et reçoivent des recommandations de leurs pairs en vue d'apporter des améliorations. Les ONG et les institutions nationales des droits humains peuvent y participer en communiquant des informations en complément du rapport de l'État et en prenant part aux pré-sessions de l'EPU, ainsi qu'aux examens par pays menés par le Groupe de travail sur l'EPU du Conseil des droits de l'homme.

En **Gambie**, le DCAF s'est associé à la Commission nationale des droits humains afin de mettre en adéquation son mandat en matière de droits humains avec le contrôle du secteur de la sécurité grâce à des programmes de renforcement des capacités, à la publication de lignes directrices sur la réforme du secteur de la sécurité, et en participant à des forums internationaux. Lors de la pré-session de l'EPU relative à la Gambie qui s'est tenue en novembre 2024, la Commission nationale des droits humains (CNDH), avec le soutien du DCAF, a travaillé en coordination avec la Solo Sandeng Foundation, une organisation de la société civile locale, afin d'intégrer la réforme du secteur de la sécurité dans ses déclarations et recommandations. L'une des principales recommandations a porté sur la ratification du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (OPCAT), qui définit les normes internationales régissant la conduite des agents de sécurité sur les lieux de détention. Grâce à des ateliers organisés à l'échelle nationale et à un travail de sensibilisation ciblé, la CNDH a réussi à obtenir le soutien du gouvernement en faveur de cette recommandation en juillet 2025, ce qui a marqué une étape décisive vers la ratification de l'OPCAT et sa transposition dans le droit national.

En octobre 2025, en collaboration avec les missions permanentes de la Gambie et de la Suisse, le DCAF a organisé un événement parallèle au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies sur le thème « Prévenir la violence, protéger les droits : intégrer la gouvernance du secteur de la sécurité dans l'EPU ». Cette initiative a contribué à placer la gouvernance du secteur de la sécurité comme l'un des thèmes prioritaires d'un débat crucial sur les droits humains, en montrant comment l'intégration dans l'EPU de priorités en matière de GSS peut favoriser la réforme et renforcer le contrôle. En élaborant des orientations stratégiques sur ce sujet, le DCAF vise également à favoriser une intégration plus systématique de considérations relatives à la réforme du secteur de la sécurité dans les futurs processus de l'Examen périodique universel.



Cette collaboration avec le DCAF dans le cadre de l'EPU a apporté une nouvelle dimension à notre partenariat. Le processus de l'EPU joue un rôle de passerelle essentiel, nous permettant de mettre en avant le lien entre la gouvernance du secteur de la sécurité et les droits humains au sein du système des Nations Unies et de la communauté internationale au sens large.

Mam Ndeban Jobe, Directeur des programmes,
Commission nationale des droits humains
de la Gambie



Délégation de la Commission nationale des droits humains (CNDH) lors de la session de l'EPU consacrée à la Gambie, à Genève.
Photo : CNDH de la Gambie

TEMPS FORTS ET RESSOURCES

TEMPS FORTS



Examen du système de consolidation de la paix

Le DCAF a participé à une table ronde organisée conjointement par l'Autriche, le Bureau des Nations Unies de lutte contre le terrorisme et le Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix des Nations Unies, soulignant le rôle essentiel de la GSS dans la lutte contre les facteurs systémiques à l'origine de la violence.

Forum de l'OCDE sur le développement, la paix et la stabilité

Le DCAF a animé un débat sur la gouvernance du secteur de la sécurité « de deuxième génération », au cours duquel les orateurs ont préconisé une prise en compte accrue de cette question dans des programmes clés portant notamment sur les migrations, le commerce ou les approches axées sur la prévention.



Des Maliennes se mobilisent en faveur du climat, de la paix et de la sécurité

Le DCAF a signé un accord de partenariat avec la Coalition Malienne Genre, Sécurité et Changement Climatique, dans le cadre d'un nouveau projet visant à donner aux femmes les moyens de jouer un rôle clé dans la gestion des risques sécuritaires liés au climat.



Programme « Young Faces » : rencontre sur la cybersécurité

Des étudiants, de jeunes professionnels et des experts ont présenté des documents d'orientation et se sont penchés sur les principaux défis en matière de cybersécurité dans le cadre du programme « Young Faces » du DCAF consacré à la cybersécurité dans les Balkans occidentaux.



Formation à la RSS à l'École de Guerre de Kinshasa

Dans le cadre d'un séminaire organisé par le DCAF, des officiers supérieurs issus de neuf pays différents ont pu acquérir les outils et les connaissances nécessaires pour mener à bien des réformes du secteur de la défense et de la sécurité au sein de leurs propres institutions.



Journées de la cybersécurité dans les Balkans

Des spécialistes de la cybersécurité, des décideurs politiques et des chercheurs se sont réunis au Monténégro pour partager leurs connaissances, renforcer la coopération régionale et participer à des séances de formation pratique pour faire face aux défis liés à la cybersécurité.



Photo : Centre européen d'études de sécurité George C. Marshall

La consolidation de la paix dans le Caucase du Sud

Lors d'un atelier organisé par le Partenariat pour la paix de l'OTAN, sur la technologie au service de la consolidation de la paix dans le Caucase du Sud, le DCAF a présenté les résultats d'une étude sur les répercussions de la digitalisation sur la bonne gouvernance du secteur de la sécurité.

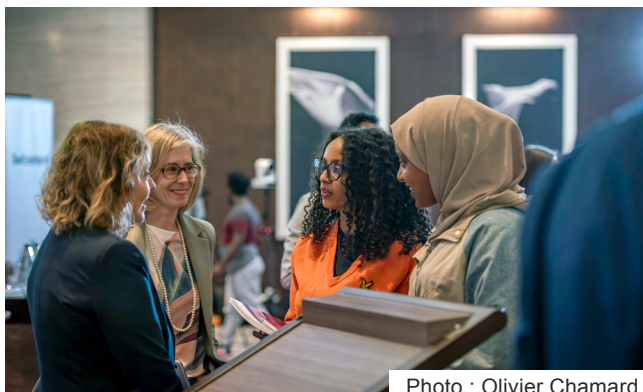


Photo : Olivier Chamard

Réunion à Addis-Abeba de la Semaine de la paix de Genève

Lors d'une réunion plénière consacrée aux défis géopolitiques pour la paix et la sécurité en Afrique, le DCAF a évoqué de quelle manière l'Afrique pouvait jouer un rôle de premier plan dans la consolidation de la paix et la résolution des conflits dans un contexte mondial en pleine mutation.



Vers une gouvernance inclusive du secteur de la sécurité en Syrie

Rencontre entre le DCAF, le Vice-ministre syrien des Affaires étrangères et diverses organisations de la société civile dans le cadre de l'action du Centre en faveur d'une approche inclusive de la gouvernance du secteur de la sécurité en Syrie.

Forum du SIPRI à Stockholm

Organisée conjointement par le DCAF, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) et l'Union interparlementaire (UIP), une table ronde a porté sur la question cruciale et d'actualité suivante : « Contrepoids démocratiques face à la hausse des dépenses militaires : quel rôle pour les parlements ? »



Réunion ministérielle sur le maintien de la paix

À Berlin, en collaboration avec le Bureau de l'état de droit et des institutions chargées de la sécurité (OROLSI) des Nations Unies et l'Institut international pour la paix, le DCAF a organisé une réunion parallèle informelle sur le thème « L'avenir des opérations de maintien de la paix des Nations Unies : les enseignements tirés de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité ».

La conception des opérations de paix

À New-York, le DCAF et l'Institut international pour la paix (IPI) ont réfléchi à la manière dont la gouvernance du secteur de la sécurité pouvait aider les opérations de paix à rester ajustables, efficaces et fondées sur des stratégies visant à assurer leur viabilité à long terme.



Photo : IPI



Rencontres Stratégiques de la Méditerranée

À Toulon, au cours de discussions sous l'égide de la FMES sur les enjeux géopolitiques dans le bassin méditerranéen et au Moyen-Orient, le DCAF a insisté sur le caractère indispensable d'une gouvernance démocratique transparente pour établir des relations de confiance et renforcer la cohésion sociale.



Formation DCAF-OSCE en Asie centrale

Au Kirghizistan, le DCAF et l'OSCE ont conjointement dispensé une formation sur cinq jours consacrée à la gouvernance du secteur de la sécurité, à la sécurité humaine, à la protection des médias et à la nécessité de mettre en place des services de sécurité selon des approches transparentes, responsables et inclusives.

Académie des droits de la jeunesse

En collaboration avec le mouvement Youth Transforming Narratives, le DCAF a organisé à Genève une séance consacrée à la jeunesse, la paix et la sécurité qui a mis en avant le rôle majeur que les jeunes peuvent jouer en participant activement à la prise de décisions en matière de paix et de sécurité.



Photo : Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies



Débat sur la gouvernance de la sécurité au Sahel

Le DCAF a participé à un débat organisé à Bamako, auprès d'un public composé de représentants de communautés, des médias et des forces de sécurité, pour une discussion d'actualité sur la collaboration en matière de prestation de services de sécurité au Sahel.



Photo : Centre européen d'études de sécurité
George C. Marshall

Technologies émergentes et de rupture

Lors d'un atelier organisé par le Partenariat pour la paix de l'OTAN en Allemagne, le DCAF a fait part de sa réflexion sur les sources de droit applicables aux technologies émergentes et de rupture, ainsi que sur la manière de les transposer dans les systèmes nationaux.



Campagne de sensibilisation au numérique au Niger

Dans le cadre d'un partenariat avec le DCAF, la Police nationale et d'autres parties prenantes, l'association Aniweb a lancé une campagne de sensibilisation destinée aux jeunes et axée sur la lutte contre la désinformation, contre le harcèlement en ligne et sur la prévention de l'extrémisme violent.



Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées

En collaboration avec le Médiateur militaire de l'Afrique du Sud, le DCAF a organisé à Johannesburg la 17^e Conférence internationale des institutions de médiation pour les forces armées sur le thème « Établir des liens – les actions de sensibilisation et de communication menées par les institutions de médiation ».



Dialogue d'Oulan-Bator

Le DCAF a participé à l'organisation d'une table ronde sur le changement climatique et les défis sécuritaires en Asie du Nord-Est au cours de laquelle les participants ont examiné la manière dont les institutions de sécurité réagissent face à ces changements majeurs.

Semaine de la paix de Genève

Le DCAF s'est associé à différents partenaires pour réfléchir à l'avenir des opérations de paix, se pencher sur la question des femmes, de la paix et de la sécurité, ainsi que celle de la gouvernance du secteur de la sécurité au Moyen-Orient, en soulignant que la bonne gouvernance, le dialogue et la confiance sont trois éléments fondamentaux de toute paix durable.



Criminalité organisée transnationale et gestion des crises en Gambie

En partenariat avec le Service de l'immigration et le Bureau de la sécurité nationale gambiens, le DCAF a lancé une série d'ateliers régionaux de sensibilisation visant à renforcer la coordination et le partage d'informations dans le domaine de la gestion des frontières.



Conférence de Berlin sur le climat et la sécurité

Lors d'un événement parallèle organisé par Adelphi Global dans le cadre de la Conférence de Berlin sur le climat et la sécurité 2025, au ministère fédéral allemand des Affaires étrangères, le DCAF a mis en avant l'action qu'il mène dans la région Amérique latine et Caraïbes pour lutter contre la criminalité environnementale, protéger les défenseurs de la nature et établir des liens entre les communautés et les institutions de sécurité.



Photo : Jan Rottler

Formation à la médiation et à la communication au Liban

En collaboration avec le Centre professionnel de médiation (Université Saint-Joseph de Beyrouth), le DCAF a organisé une formation sur la médiation, la communication positive et la gestion des conflits à l'intention du personnel de la Sécurité générale afin de promouvoir un dialogue inclusif.



Formation à l'intégration de la perspective de genre dans le secteur de la sécurité

Organisé conjointement par le DCAF et l'OSCE, un stage de formation à Genève a permis à des formateurs et conseillers en genre issus de dix pays, de mettre en commun leurs expériences et de renforcer leurs compétences.

Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits humains

Une table ronde organisée conjointement par le DCAF et twentyfifty à Genève, fut l'occasion de présenter des approches solides et innovantes visant à renforcer la prévention des conflits entre les communautés et les entreprises sur une scène économique mondiale en mutation rapide.



Photo : MSF (Forum moldave de la sécurité)

Forum moldave de la sécurité

Le DCAF a animé une table ronde sur la manière dont une gouvernance de crise efficace peut atténuer les répercussions en cascade de l'utilisation de stratégies hybrides, et sur les raisons pour lesquelles la gestion de crise sert de pilier à la résilience nationale.



Photo : DCAF/BIPSS

Institut bangladais d'études sur la paix et la sécurité

Lors d'une réunion régionale organisée à Dhaka, le DCAF et l'Institut bangladais d'études sur la paix et la sécurité (BIPPS) ont abordé les thèmes de la confiance envers les forces de police, de l'intégration de la dimension de genre et du rôle des médias dans le contrôle démocratique du secteur de la sécurité.

Conférence régionale à Dakar

En collaboration avec l'Association des juristes sénégalaises, le DCAF a organisé une conférence régionale sur les effets de la multiplication des entreprises de sécurité privées et sur les incidences de la surveillance privée en Afrique de l'Ouest.



Photo : Eldj_Photography

Renforcer le rôle des femmes au sein de la Direction de la sécurité publique jordanienne



Dans le cadre de l'initiative Elsie, le DCAF et la Direction de la sécurité publique de la Jordanie ont établi un partenariat visant à créer un environnement où les femmes bénéficient des mêmes possibilités d'accès à la formation, à la promotion professionnelle et aux opportunités de carrière que les hommes, et où le lieu de travail est exempt de harcèlement et d'actes d'intimidation. Cette initiative soutient les réformes institutionnelles et les mesures de renforcement des capacités visant à promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes au sein de la Direction.

RESSOURCES



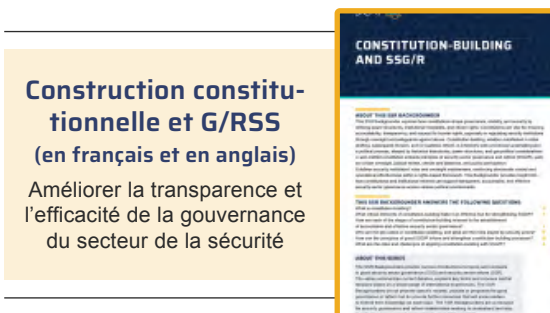
Gestion sécuritaire de la violence et des émeutes dans les stades au Maroc : une approche globale (en arabe et en français)

Lutter contre la violence dans les stades : un enjeu de sécurité publique au Maroc



Combating image-based sexual abuse online (Lutte contre les abus sexuels basés sur l'image en ligne) (en anglais)

Recommandations de politiques visant à améliorer l'accès à la justice dans les Balkans occidentaux



Construction constitutionnelle et G/RSS (en français et en anglais)

Améliorer la transparence et l'efficacité de la gouvernance du secteur de la sécurité



Corruption control and integrity-building (Lutte contre la corruption et renforcement de l'intégrité) (en anglais)

Renforcer l'intégrité, la responsabilité et la gouvernance



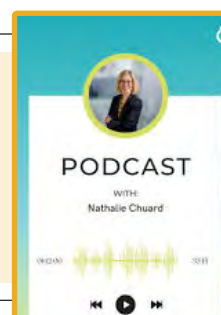
Human resources reform in SSR (Réforme des ressources humaines et RSS) (en anglais)

Orientations à l'intention des donateurs en vue de futurs programmes



How can peace operations evolve to respond to today's challenges? (Comment les opérations de paix peuvent-elles évoluer pour répondre aux défis actuels ?)

Trois points à retenir



How to bring the WPS agenda to Life (Comment concrétiser le programme Femmes, paix et sécurité) (en anglais)

Podcast des Champions internationaux de l'égalité des genres



Gender in the military (Enseigner le genre dans l'armée) (en anglais)

« Que faut-il enseigner » et « Quelles méthodes d'enseignement » en milieu militaire



Institutional memory of Palestinian Public Institutions under the war (La mémoire institutionnelle des institutions publiques palestiniennes en temps de guerre) (en anglais et en arabe)

Destruction des archives publiques et de la mémoire institutionnelle à Gaza



SSR language in the mandates of UN peace operations

Le vocabulaire de la RSS dans les mandats des opérations de paix des Nations Unies) (en anglais)

La prise en compte de la RSS dans les mandats du Conseil de sécurité



Artificial intelligence and the defence sector

(L'intelligence artificielle et le secteur de la défense) (en anglais et en français)

Progrès et défis dans le secteur de la sécurité



Security sector corruption: T20 contribution

(La corruption dans le secteur de la sécurité : contribution au T20) (en anglais)

Un risque négligé dans les programmes mondiaux en matière de stabilité et de développement



Changing the perception of gender-based violence

(Changer le regard porté sur les violences basées sur le genre)

L'exemple du Mali



Advancing peace, security and humanitarian action

(Promouvoir la paix, la sécurité et l'action humanitaire) (en anglais)

L'héritage commun des Centres de Genève



Forces de sécurité et citoyens : bâtir la confiance

L'exemple du Mali

GOUVERNANCE

LES INITIATIVES PLURIACTEURS

Dans un contexte international de plus en plus incertain, le DCAF et ses partenaires sont souvent appelés à réagir rapidement à des crises naissantes, en contribuant concrètement au renforcement des services de sécurité et de la gouvernance, même en période de conflit.

Soutenant la conception et la prestation de programmes d'assistance flexibles, les fonds multidonateurs du DCAF proposent des mécanismes rentables qui permettent aux donateurs de mettre en commun les ressources et de mutualiser les risques afin de répondre à des priorités géographiques et thématiques dans toutes sortes de contextes.

Le Groupe des partenaires internationaux du DCAF

Le Groupe des partenaires internationaux permet aux principaux partenaires du DCAF d'accéder à un forum international unique en son genre, entièrement dédié à la sécurité, à la défense et à la justice. Grâce à cette plateforme et à des rencontres organisées tout au long de l'année, ses membres intègrent une communauté qui s'emploie à débattre des priorités en matière de gouvernance et à envisager des solutions multilatérales. Ils traduisent ensuite ces échanges en actions concrètes, contribuant à façonner le programme mondial et à mettre en œuvre des réformes tangibles au niveau national. Cette plateforme agile permet de transformer des contributions individuelles en des initiatives stratégiques de plus grande envergure ou de faire entendre la voix du groupe dans des débats de politique internationale.

Le Fonds commun du DCAF pour la gouvernance du secteur de la sécurité

Le DCAF s'appuie sur l'ensemble de ses compétences en matière de recherche et d'action sur le terrain pour apporter un soutien sur mesure aux organisations multilatérales et pays donateurs membres du Groupe des partenaires internationaux. Grâce à des programmes de formation, des travaux de recherche et des avis techniques,

nous contribuons à renforcer la sécurité nationale et à faire avancer les processus de réforme des systèmes judiciaires et des services de sécurité nationale. En 2025, le Fonds commun du DCAF pour la gouvernance du secteur de la sécurité a eu pour principaux donateurs l'Allemagne, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suisse. Il comptait également parmi ses membres l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Estonie, les États-Unis d'Amérique, la Finlande, la France, la Norvège et la Slovaquie, ainsi que la Banque mondiale, les Nations Unies, l'OCDE, l'OSCE, l'Union africaine, l'Union européenne, et l'Organisation internationale de la Francophonie.

Le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord

Créé en 2012, le Fonds d'affectation pour l'aide au développement du secteur de la sécurité en Afrique du Nord (TFNA) soutient des initiatives de GSS souples, adaptées et sensibles au contexte en Libye, au Maroc et en Tunisie, ainsi qu'au niveau régional. Grâce à une programmation sur mesure, le TFNA permet au DCAF de réagir rapidement à toute évolution de la situation politique et sécuritaire tout en garantissant un engagement à long terme et la pérennité de son action. Il sert également d'espace de dialogue et de plateforme de coordination avec la communauté internationale. Le DCAF tient à exprimer sa profonde gratitude à l'Allemagne, à la France, au

Luxembourg, aux Pays-Bas et à la Suisse pour leur engagement sans faille et leur partenariat en faveur de la promotion de la gouvernance du secteur de la sécurité en Afrique du Nord.

Le Fonds d'affectation spéciale pour la Palestine

Créé en 2025, le Fonds d'affectation spéciale pour la Palestine (TFP) a pour mission de renforcer les services de sécurité axés sur les personnes en Territoire palestinien occupé. Il offre à ses membres un espace où communiquer sur les risques, coordonner leurs actions sur le plan stratégique et définir ensemble des priorités dans le cadre de programmes. Cet espace unique de dialogue et de coopération favorise la bonne gouvernance dans un contexte très incertain. Il soutient l'intensification des efforts visant à réformer les forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, la mise en œuvre d'initiatives de sécurité menées par des jeunes, ainsi que le renforcement de la collaboration en matière de recherche et d'élaboration de politiques avec des partenaires régionaux et internationaux. En 2025, le fonds avait pour donateurs l'Allemagne, la Finlande, la France et les Pays-Bas.

Le Fonds commun pour la réforme du secteur du renseignement et de la sécurité en Macédoine du Nord

Ce Fonds soutient les efforts déployés par la Macédoine du Nord pour atteindre son objectif

stratégique, à savoir adhérer à l'Union européenne, grâce à l'alignement des cadres juridiques et des capacités institutionnelles sur les principes euro-atlantiques, les bonnes pratiques et le respect des droits humains. Les activités visant à renforcer le contrôle interne et externe des secteurs du renseignement et de la sécurité comprennent le renforcement de la capacité des acteurs clés à relever les défis en matière de sécurité, l'encouragement à un dialogue public sur la politique de sécurité et la promotion de l'égalité des genres. En 2025, le Fonds avait pour donateurs les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et l'Union européenne.

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits humains (SHRIM)

Le Mécanisme de mise en œuvre de la sécurité et des droits humains (SHRIM) promeut la conduite responsable des entreprises et la protection des droits humains, notamment dans des pays en situation de fragilité ou touchés par des conflits comme la Colombie, le Ghana, le Mozambique, le Nigeria, le Pérou ou la République démocratique du Congo. Il s'emploie à améliorer la sécurité sur le terrain en soutenant des projets multipartites rentables et pilotés au niveau local en collaboration avec les pouvoirs publics, les communautés et le secteur privé. En 2025, il a eu pour donateurs le Royaume-Uni et la Suisse.



LE CONSEIL DE FONDATION

Le DCAF est une fondation suisse créée en 2000 à l'initiative du gouvernement suisse.

Le Conseil de fondation en est l'organe suprême. Il compte actuellement 31 membres représentant 29 États, plus le Canton de Genève.

M. Amin Awad, de double nationalité soudanaise et suisse, en est le Président depuis juillet 2024.



Mali



Moldavie



Arménie



France



Mongolie



Autriche



Canton de
Genève



Monténégro



Belgique



Allemagne



Serbie



Bosnie-
Herzégovine



Hongrie



Slovaquie



Burkina
Faso



Italie



Afrique du Sud



Canada



Liban



Suède



Colombie



Liechtenstein



Suisse



Chypre



Lituanie



Gambie



Tchéquie



Luxembourg



Ukraine

NOS BUREAUX





Belgrade - Serbie



Bruxelles - Belgique



Chişinău - Moldavie



Kinshasa -
République démocratique du Congo



Kyiv - Ukraine



Ljubljana - Slovénie



Lusaka - Zambie



Niamey - Niger



Ouagadougou - Burkina Faso



Ramallah - Territoire palestinien occupé



Skopje - Macédoine du Nord



Tunis - Tunisie

NOTRE CULTURE ORGANISATIONNELLE

POLITIQUE D'INTÉGRITÉ ET PLATEFORME DE SIGNALEMENT

En 2025, le DCAF a concrétisé son attachement au devoir de diligence en élaborant de manière participative une nouvelle Politique d'intégrité. Cette nouvelle politique souligne le rôle d'employeur socialement responsable du DCAF ainsi que la responsabilité qui incombe à tout collaborateur du DCAF ou toute personne travaillant pour son compte d'éviter de causer du tort à toute personne concernée par les activités du Centre. Pour ce faire, le DCAF applique une politique de tolérance zéro à l'égard de toute forme de harcèlement, d'exploitation, d'abus, de fraude et de corruption. Il met l'accent sur la protection des lanceurs d'alerte et sur une approche axée sur les victimes et a mis en place une nouvelle Commission de l'intégrité chargé d'instruire tout cas de ce type. Une plateforme de signalement en ligne est également mise à disposition pour permettre au personnel du DCAF et à des parties prenantes externes de signaler des faits de manière anonyme dans plusieurs langues.

NOTRE ENGAGEMENT EN FAVEUR DE L'ÉGALITÉ DES GENRES

En tant que Championne internationale de l'égalité des genres, la Directrice du DCAF prend chaque année de nouvelles mesures pour consolider en interne les engagements pris en faveur de l'égalité des genres, ainsi que la capacité du DCAF à aider ses partenaires partout dans le monde à mettre en place des services de sécurité plus équitables et plus sensibles à la dimension de genre. En 2025, le DCAF a organisé des séances de formation sur les préjugés inconscients. Le but était de doter le personnel des outils nécessaires pour reconnaître et lutter contre les préjugés de ce type – en particulier liés au genre – dans la prise de décision, et de favoriser un environnement de travail plus inclusif et plus équitable. Les procédures du DCAF pour l'établissement de rapports d'exécution ont également été revues afin de commencer à collecter des données sur l'intersectionnalité et de fournir des conseils pratiques sur l'utilisation

de méthodes tenant compte de la dimension de genre pour l'analyse des résultats de projets.

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL ET PROFESSIONNEL

Le DCAF est fermement résolu à promouvoir et à offrir à l'ensemble de son personnel un environnement de travail favorable et axé sur le développement personnel et professionnel. L'épanouissement individuel et collectif ainsi que l'investissement dans le développement des compétences sont au cœur de cette volonté. En 2025, un programme de coaching a été mis en place à l'intention des nouveaux cadres, complété par toute une panoplie d'outils et de ressources destinée à l'ensemble des cadres du DCAF. Un feedback 360° continu destiné aux cadres est également proposé. Parallèlement, des tutoriels ont été mis en place pour répondre à des questions soulevées dans le cadre d'enquêtes menées auprès du personnel, et des ateliers de cohésion d'équipe animés par des intervenants externes, destinés aux collaborateurs du siège et des bureaux nationaux, aident les équipes à mieux comprendre la dynamique de groupe et à renforcer l'esprit d'équipe.

GAGNER EN EFFICACITÉ

En 2025, le DCAF a redoublé d'efforts pour achever une restructuration visant à rendre l'organisation plus réactive et efficiente. Une nouvelle structure organisationnelle, de nouvelles méthodes de travail et de nouveaux processus internes permettent au DCAF de tirer parti de son expertise unique pour stimuler l'innovation en matière de politiques et de pratiques de sécurité. Stratex, la nouvelle unité chargée de l'exécution de la stratégie, a coordonné les efforts visant à aligner les opérations sur la stratégie 2025-2030 à l'aide d'un système de planification amélioré d'un cadre de présentation de rapports unique pour l'ensemble du DCAF. Parallèlement, la nouvelle équipe Partenariats et développement a mis en place un Comité de pilotage des partenaires internationaux afin d'améliorer la coordination avec les donateurs.

Crédits

DCAF, 2026. Les utilisateurs sont autorisés à copier et à diffuser ce document à condition d'en indiquer la source (DCAF). Ne peut être utilisé à des fins commerciales. Pour citer cette publication : Rapport annuel 2025, DCAF – Centre pour la gouvernance du secteur de la sécurité, Genève.

Crédits photos : DCAF, sauf indication contraire.
Photo de couverture : © LightField Studios

Rédaction

Abigail Robinson

Révision

Maritie Gaidon

Graphisme

Jeremy Masse



**DCAF – Centre de Genève
pour la gouvernance du
secteur de la sécurité**

Maison de la Paix
Chemin Eugène-Rigot 2E
CH-1202 Genève
Suisse

+41 22 730 94 00 

info@dcaf.ch 



www.dcaf.ch
